

Souvenirs de René Courtin sur son engagement européen (Mars 1964)

Légende: En mars 1964, René Courtin, ancien délégué général du Conseil français pour l'Europe unie, évoque les étapes successives de son engagement en faveur de l'unité européenne.

Source: COURTIN, René. Pour les autres et pour soi : articles et récits. Montpellier: Imprimeurs Causse et Castelnau, [s.d.]. 100 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/souvenirs_de_rene_courtin_sur_son_engagement_europeen_mars_1964-fr-5815d0ed-2cdc-43c1-9d1c-a104919e8f8e.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

L'engagement

(Hôpital de Bicêtre, 2 mars 1964, manuscrit inédit.)

Un peu plus de vingt mois s'écoulèrent entre la libération du pays, c'est-à-dire la fin de la Résistance, et mon engagement en faveur de l'Europe.

J'étais européen depuis longtemps et, peu après 1930, malgré la crise économique, je développai dans *Foi et Vie* et dans diverses conférences, le programme de Coudenhove-Kalergi que, personnellement, je ne connaissais pas alors.

Mais, naturellement, je ne concevais qu'une Europe démocratique et fraternelle, et dus renoncer lors de l'accession de Hitler au pouvoir. Par la suite, dans la France retrouvée, j'étais trop absorbé par mes cours, par le *Monde* où j'avais seulement des responsabilités économiques, par *Réforme*, par la *Fédération Protestante de France*, etc.; je me sentais surtout entouré d'une atmosphère trop hostile pour reprendre mon vieux rêve. L'Europe était bien morte à mes yeux, et j'aurais craint, en pensant seulement à elle, de renier mes amis, ceux surtout qui n'étaient pas revenus des camps de la mort.

Et pourtant, ce second engagement, comme le premier, je le pris brusquement, sans songer à m'interroger.

En ce soir de mai ou de juin 1946 — je n'ai pu retrouver la date — je fus invité à dîner au Bristol par André Istel, qui rentrait parfois des États-Unis, et que j'avais connu au ministère de l'Économie nationale.

Quoique la conversation ait été banale, je restais après le départ de nos amis à bavarder avec Istel dans le hall vide.

Quel fut le cours exact de nos propos ? Je ne sais, mais peu à peu je vis se dérouler la situation en un enchaînement proprement implacable.

Malades et sans espoir, l'Europe et la France se consumaient lentement. Après l'asservissement, aux trois quarts consommés, de l'Europe de l'Est, celui de l'Europe de l'Ouest se préparait inexorablement. Nos chances d'échapper à notre destin s'amenuisaient chaque jour, et, seuls, quelques étudiants cherchaient obstinément l'occasion de gagner, s'il était temps encore, une terre plus heureuse et moins menacée. Il fallait d'urgence renverser la vapeur.

Lorsque, vers les minuits, je quittai le faubourg Saint-Honoré, ma décision était prise. Toutes affaires cessantes, je me consacrerai à l'Europe Unie. C'était la seule chance de nos vieux pays, de trouver en eux-mêmes une raison de vivre d'abord, un équilibre ensuite, une force enfin, dans un monde que se disputaient les deux Grands, et que l'ours moscovite avait toute chance de dévorer.

Je mesurais, cependant, les difficultés *a priori* insurmontables de la tâche à accomplir. La Résistance, après des années d'abandon, et le coup de matraque de juin 1940, s'était peu à peu appuyée sur le sentiment patriotique traditionnel des Français et devenu irrésistible.

Mais l'idéal européen n'était qu'une coque vide. Quelques années plus tôt, la tentative de Briand avait lamentablement échoué. Jaloux de conserver leur indépendance si péniblement retrouvée, les Français, moins que jamais, accepteraient de limiter les droits de leur pays. Au profit de qui d'ailleurs ? Le régime nazi avait fait la preuve de son ignominie. On ne parlait alors que de responsabilité collective, et les israélites, qui avaient tant souffert, refuseraient le pardon à leurs bourreaux, si tant est que ceux-ci dussent le demander un jour. Morgenthau rêvait de consacrer l'Allemagne au labourage et au pâturage, pendant que le général de Gaulle songeait à un découpage en petits états indépendants que la France dominerait librement. Enfin, les communistes, qui exerçaient sur l'opinion une crainte révérencielle, étaient trop puissants au gouvernement, pour ne pas s'opposer victorieusement à un plan qui, s'il réussissait, ruinerait les espoirs soviétiques.

Mais ces difficultés ne m'arrêtèrent pas; et, avec le recul du temps, on ne peut que sourire des moyens

dérisoires que nous pouvions réunir. Je rassemblai immédiatement quelques amis, parmi lesquels Daniel Villey, André Kaan, Michel Debré, dont je reparlerai dans un instant, avec l'accord d'Emmanuel Monick et d'André Philip, mais nous tournions en rond, lorsque, à l'automne, je reçus la visite de Coudenhove-Kalergi alerté par Istel. Sous l'inspiration de Churchill, animé par son gendre Duncan Sandys dont je fis à ce moment la connaissance, un comité britannique pour l'Europe Unie, composée de personnalités britanniques de premier plan, était en voie de constitution. A nous de lui donner une réplique française!

Je passai tout mon hiver à faire des visites : Paul Reynaud, René Mayer, Pierre-Henri Teitgen, François de Menthon m'accordèrent tout de suite un appui sans réserves.

Léon Blum me reçut avec une extrême gentillesse à Matignon, le soir de sa chute, mais, une fois de plus, il était paralysé par son parti, et se borna à me mettre en contact avec Salomon Grumbach qui, comme alsacien et israélite, avait pour les Allemands une haine insondable et, de surcroît, était presque incompréhensible. Jean Monnet, absorbé par la préparation du Premier Plan, et obligé de conserver la confiance des communistes, m'éconduisait non sans gêne. Je ne crois pas alors avoir été reçu par Robert Schuman dévoré par ses tâches ministérielles. Poussé par Paul Bastid, Edouard Herriot se borna à me donner son nom. A ses yeux c'était déjà beaucoup et nous dûmes lui retirer sa présidence à la suite de son vote hostile à la Communauté Européenne de Défense.

Lorsque, pour la première fois, les deux conseils français et anglais, enfin constitués, se réunirent à Paris, en juillet 1947, la situation s'était plus complètement retournée que nous ne l'espérions. En France, Ramadier avait chassé ses ministres communistes, et le secrétaire d'état Marshall nous avait apporté l'appui et l'aide financière des États-Unis, sous la seule condition de notre coopération.

Un an plus tard, en mai 1948, le grand Congrès de La Haye imposa définitivement au monde politique et à l'opinion l'idée européenne. Ce fut une œuvre collective, mais un hommage spécial doit être rendu à Duncan Sandys qui se révéla un animateur remarquable, et obtint notamment, du côté belge, la participation de Paul van Zeeland, et l'appui de Paul-Henri Spaak, retenu rue la Loi, mais qui nous avait délégué son directeur de cabinet, l'ardent Jean Drapier.

Le mérite de Duncan Sandys, dont les idées se mirent rapidement hélas à diverger des nôtres, est de s'obstiner jusqu'à ce qu'il ait pleinement réussi. Après le Congrès de La Haye, loin de se borner à savourer sa victoire, il battit le fer tant qu'il était chaud, multipliant à Londres, Bruxelles et Paris, les contacts avec Bevin, Spaak et Ramadier qui avait joué à La Haye un rôle décisif, jusqu'à ce qu'il ait arraché un accord définitif sur la constitution du Conseil de l'Europe.

C'est à ce moment que, en France, nous créâmes une structure solide avec notre secrétaire général René Lhuillier, et nos trois présidents successifs : Raoul Dautry, André François-Poncet, et René Mayer. Dès lors j'eus le sentiment reconfortant d'appartenir à une équipe.

[...]